

### Globalisation et guerres économiques

Jacques Fontanel

#### ▶ To cite this version:

Jacques Fontanel. Globalisation et guerres économiques. Globalisation, mondialisation, régionalisation et économie de marché, Université Pierre Mendès France, 1999. hal-03282848

## HAL Id: hal-03282848 https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03282848

Submitted on 9 Jul 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

#### Globalisation et guerres économiques

#### Jacques Fontanel

in

Globalisation, mondialisation, régionalisation et économie de marché Université Pierre Mendès France Grenoble, 1999

Si les mercantilistes ont considéré l'économie comme une arme efficace pour développer la puissance du Prince, l'économie classiques et néoclassique ont peu à peu éliminé les questions de conflits entre les Etats de leurs analyses, comme si, à terme, la connaissance économique des bienfaits du marché et de la concurrence conduisait inéluctablement à une situation optimale pacifique. Pourtant, l'histoire moderne met en évidence l'utilisation des facteurs économiques des Etats les plus puissants pour contraindre d'autres Etats pour des raisons qui ne sont pas d'ordre économique. Dans ce contexte, l'économie est à la fois un moyen et une fin, comme l'ont souligné d'autres théories comme les analyses marxistes, l'école historique allemande ou les revendications du Nouvel Ordre Economique International. Dans ce contexte, à l'égard des pays récalcitrants, il s'agit de contrôler ou d'arrêter les échanges commerciaux ou de les appauvrir par la préparation à la guerre. L'économie peut constituer une arme diplomatique et stratégique et un instrument puissant d'action politique (effets de domination et de violence). Cependant, ses résultats sont longs à se dessiner et elle a des effets pervers pour l'ensemble des acteurs.

While mercantilists saw economics as an effective weapon to develop the power of the Prince, classical and neoclassical economics gradually eliminated issues of conflict between states from their analyses, as if economic knowledge of the benefits of the market and competition would eventually lead to a peaceful optimal situation. However, modern history shows the use of economic factors by the most powerful states to coerce other states for reasons that are not economic. In this context, the economy is both a means and an end, as other theories such as Marxist analyses, the German historical school or the claims of the New International Economic Order have emphasised. In this context, with regard to recalcitrant countries, it is a matter of controlling or stopping trade or impoverishing them by preparing for war. The economy can be a diplomatic and strategic weapon and a powerful instrument of political action (effects of domination and violence). However, its results are slow to emerge and it has perverse effects for all actors.

Guerre économique, globalisation, armement, libéralisme, Puissance étatique Economic warfare, globalisation, armament, liberalism, state power

La science économique ne produit plus de remèdes aux maux qui assaillent le monde contemporain. Les conflits s'étendent dans tous les domaines de la vie sociale. C'est dans ce contexte que l'idée de l'existence de l'arme économique est revenue sur le devant de la scène internationale. Les sièges militaires ou les blocus ont certes toujours existé, mais auparavant ils étaient appliqués principalement en situation de guerre. Dans la situation économique internationale récente d'une lutte systémique, l'idée de l'arme économique ne répondait pas seulement à la volonté ponctuelle d'un Etat d'affaiblir un pays ennemi, elle s'appliquait aussi à certaines situations de concurrence, de compétition, de conflits. Il s'agissait, pour les pays concernés, non pas d'accroître immédiatement leur bien-être national, mais plutôt de développer leur puissance économique et stratégique relative. Ainsi, l'économique retrouvait sa place dans l'ensemble des comportements humains et relations sociales, dans la recherche de rapports de force positifs. L'équilibre de la terreur favorisait l'essor de la stratégie indirecte par rapport à la stratégie directe et l'arme économique apparaissait comme un moyen d'action évitant le recours éventuel à la violence armée. Les sanctions économiques appartenaient aux instruments d'action des Etats en vue de satisfaire des objectifs politiques dans le cadre des rapports Est-Ouest et Nord-Sud. Actuellement son utilisation est à la fois plus confuse dans ses fondements idéologiques, mais elle n'en reste pas moins d'actualité, avec les décisions de l'Organisation des Nations Unies de sanctions économiques contre l'Irak en 1991 et contre l'ancienne Yougoslavie en 1992. Depuis la fin de l'expérience soviétique, il n'est plus guère fait référence à la guerre économique. Au contraire, l'idée de la mondialisation semble aller de paire avec celle de la paix universelle. Dans ce contexte, la science économique contemporaine n'apporte guère d'éléments de réflexion. Actuellement, en raison de l'étroite interdépendance qui existe entre les économies nationales et la profonde inégalité dans la répartition des richesses, l'arme économique trouve les moyens d'une expression efficace en principe, mais ambigüe dans sa réalisation. Il est donc intéressant d'analyser les débats théoriques de la guerre économique, de présenter les stratégies coercitives éventuelles des Etats et de mettre en évidence l'action continue des Etats-Unis pour conforter sa puissance économique.

# 1. Les débats sur l'existence d'une guerre économique

Ce n'est pas parce que le débat semble avoir perdu son actualité immédiate, que les armes économiques se sont tues. Au fond, les victimes de la misère sont bien plus importantes que les vies perdues sur les champs de bataille. L'idée dominante des économistes reste le caractère extra-économique des conflits entre les Etats, ce qui est aisément compréhensible lorsque l'on rappelle le principe du refus de l'action des gouvernements dans la vie économique. Par contre, certaines théories mettent en évidence les fondements économiques des conflits et l'importance des armes économiques dans les rapports de force entre les Etats.

### a) Le paradigme pacifiant de l'économie

La guerre et les conflits sont habituellement négligés par les économistes. Pourtant leurs analyses évoluent en fonction des hypothèses de concurrence retenues. Pour les théories de l'échange concurrentiel, l'économie de marché engendre un monde de paix. Les unités économiques individuelles sont théoriquement impuissantes à créer des rapports de domination. Leur comportement rationnel, fondé sur une conception productiviste et compétitive de l'homme, permet des échanges équivalents sur le marché. La concurrence n'est pas une situation conflictuelle, car elle assure la liberté des parties, l'égalité des situations et l'équivalence des prestations. En fait, la concurrence suscite à terme la complémentarité des intérêts des coéchangistes et elle favorise l'émergence d'un monde pacifique. L'Etat, limité à son rôle gendarme, n'exerce dans le domaine économique qu'une influence limitée aux grands équilibres macroéconomiques fondamentaux à court terme. D'Adam Smith à David Ricardo, la tradition économique conclue à l'harmonie des intérêts économiques internationaux dans le cadre de l'économie de marché. La théorie classique fait l'hypothèse d'un univers a-conflictuel dans lequel aucun agent central, représentant un groupe social, peut exercer un pouvoir économique centralisateur

Si l'on considère que la concurrence pure et parfaite n'existe pas, qu'il existe des situations de monopoles, oligopoles, monopsones ou oligopsones, alors les situations de lutte entre groupes organisés font leur

<sup>1</sup> Fontanel, J. (1995) Les dépenses militaires et le désarmement, Publisud, Paris.

apparition dans le paradigme économique. Cependant, le monopole n'est pas en conflit avec la demande. Ils expriment tous deux les résultantes de comportements rationnels, a-conflictuels, même si leurs intérêts sont opposés. Il y a un caractère inéluctable au résultat économique obtenu du fait de l'impuissance des agents économiques à agir différemment de la fonction qui lui est attribué. Très paradoxalement, dans ce monde capitaliste libéral, l'homme économique n'a aucune liberté, puisque ses actions satisfont d'abord la fonction qu'il doit remplir. D'une certaine manière, l'homme est analysé comme une machine désirante, au sens qu'en donnent Deleuze et Guattari<sup>2</sup>. "Il ne vit pas la nature comme nature, mais comme processus de production. Il n'y a plus ni homme, ni nature, mais uniquement processus qui produit l'un dans l'autre et couple les machines... Si bien que tout est production..." Dans ces conditions, le monopole ne cherche pas à nuire à un adversaire, il remplit sa fonction de production de sur-profits, face à une demande qui évoluera selon ses propres caractéristiques et comportements. Ce raisonnement vaut pour toutes les situations de compétition imparfaite. L'arme économique suppose une volonté de différenciation et d'affaiblissement de l'adversaire, au moins en termes relatifs, la concurrence imparfaite suggère plutôt des comportements qui s'adaptent rationnellement aux conditions économiques réelles et une mise en évidence des résultats absolus. Pour ce courant classique et néo-classique, l'arme économique n'existe pas, sauf dans certaines circonstances. Trois variables économiques peuvent expliquer le caractère stratégique de l'économie :

1) la richesse que confère le développement économique constitue un

facteur important de la puissance des Etats;

2) l'esprit de monopole et la colonisation réduisent les libertés et donc l'établissement d'une économie de marché efficace;

3) la non-substitution possible d'une marchandise monopolisée par un Etat peut favoriser l'émergence d'effets de domination, compte tenu de la non-

application de la loi des avantages comparatifs.

Cependant, si l'économie peut constituer un instrument de puissance, elle n'en est pas moins d'abord déterminée d'abord par la production des richesses, les conflits apparaissant comme une dégénérescence de la rationalité économique. Certes, la compétition économique peut aller jusqu'à infliger des pertes financières graves à son adversaire potentiel, au détriment du profit à court terme de la firme. Cette situation de guerre commerciale semble donc faire appel à des armes économiques. Cependant, il n'est pas vraîment possible de parler d'armes économiques, car l'objectif poursuivi par l'entreprise est la

Deleuze, G., Guattari, F. (1975), Capitalisme et schizophrénie. L'anti-OEdipe, Les Editions de Minuit, Paris. p.8.

maximation du profit à long terme et celle-ci passe par la disparition ou l'affaiblissement de ses concurrents. La firme ne souhaite pas utiliser ses instruments et pouvoirs commerciaux à des fins politiques. Dans ces conditions, il ne s'agit pas d'une véritable guerre économique, mais plutôt d'une exacerbation de la concurrence vécue et de la recherche à long terme du profit.

Les Etats cherchent à équilibrer leurs soldes extérieurs et l'idée de l'excédent est même souvent une manifestation de bonne santé économique dont les gouvernements aiment à se prévaloir. Les intérêts des Nations peuvent alors diverger, notamment lorsqu'il s'agit de définir des accords commerciaux et de négocier des droits de douanes. L'Etat cherche à satisfaire l'exigence de la croissance économique et pour ce faire, il agit sur le taux de change, sur les subventions à l'exportations ou les droits de douane à l'importation, sur les contrôles qualitatifs et quantitatifs (contingentement), etc... Dans ces conditions, ces mesures qui renforcent l'économie d'un pays se font au détriment des pays exportateurs ou importateurs, et l'existence d'un conflit est alors mis en évidence. Pourtant, ce conflit d'intérêt n'est pas un conflit militaire, c'est le résultat de la compétition réelle. Les Nations ne cherchent pas à se nuire, elles souhaitent plutôt se développer. Il n'y a pas de combat contre un ennemi, mais recherche d'un développement économique par les moyens de la concurrence pratiquable. Les décisions de politique économique ne sont pas des armes, car elles ne cherchent pas vraîment à détruire ; elles s'efforcent de protéger ou de construire. Si l'analyse appliquée à l'économie de marché reste fondamentalement a-conflictuelle, elle n'en est pas moins indirectement concernée par le vocabulaire stratégique de défense des intérêts légitimes d'une Nation.

## b) Les théories du conflit économique

Les théories mercantilistes soulignent la nécessité d'un Etat économiquement fort et unifié autour du Prince. Elles identifient la richesse à l'accumulation des métaux précieux et elles recommandent une politique d'autarcie économique. Cette attitude permet d'accumuler les moyens de la guerre. L'indépendance économique traduit la volonté de se suffire à soi-même pour mieux dominer les autres. L'objectif fondamental de l'activité des hommes n'est pas dans la recherche du bien-être, mais dans le développement de la puissance du Prince. Les mercantilistes ne recherchent pas l'optimum économique, surtout si celui-ci conduit un Etat voisin à accroître son pouvoir. L'économie est un champ privilégié d'affrontements. La puissance de l'Etat est relative, elle dépend non pas seulement de sa propre richesse mais aussi de celle des voisins. La défense d'un pays passe par la faiblesse des autres Princes. Il est donc préférable

de choisir la situation qui accroît l'avantage comparatif du Prince par rapport à celle qui accroîtrait plus rapidement la richesse de son concurrent que la sienne propre. En outre, la défense d'un pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse est un moyen parmi d'autres de s'enrichir. La richesse et le pouvoir de l'Etat impliquent la permanence

d'une guerre économique internationale.

Pour List, l'existence de nations conduit inéluctablement à la lutte des peuples, au moins tant que les frontières naturelles ne sont pas dessinées. L'économie cosmopolite présentée par les classiques confond l'objectif du bien-être avec celui de l'économie politique qui limite ses ambitions à la prospérité des Nations. La puissance et la richesse nationales vont de pair, mais la puissance est le plus sûr garant de la richesse à long terme. Si la coopération internationale est souhaitable, elle ne peut se réaliser que dans une situation de sécurité des Etats. Ce n'est pas l'essor du commerce qui est un facteur de paix, mais l'union des peuples qui permet le développement des échanges. L'accroîssement de l'effort militaire favorise la puissance et, à terme, le développement économique. Si la guerre est un fléau, le protectionnisme et la défense nationale sont des instruments performants pour l'essor des forces productives. Le laissez-faire conduit inexorablement à la domination des Nations les plus fortes. Dans ces conditions, tant que les frontières naturelles ne sont pas définitivement dessinées, l'économie est au centre des intérêts divergents et des conflits des hommes et des Nations. Elle est une arme importante, dont les Etats peuvent disposer au même titre que les matériels militaires. L'économie participe au rapport de force entre les Etats, la puissance économique et la force militaire s'épaulant pour exercer des effets de domination sur les pays faibles. L'arme économique dont il est le plus souvent fait état, est le protectionnisme qui, défensif chez List est résolument offensif chez les mercantilistes.

Pour la théorie marxiste—3, la lutte des classes est le moteur de l'évolution historique des sociétés humaines; elle manifeste l'évolution divergente des forces productives et des rapports sociaux de production. Dans ce contexte, un processus révolutionnaire surgit, transformant des rapports sociaux de production et les rendant compatibles avec le niveau de développement des forces productives. La violence n'est pas condamnable en soi, elle a permis la mise en place des rapports sociaux capitalistes et elle sera une nécessité pour leur remise en cause. L'Etat, instrument de la classe dominante et détenteur du monopole de la violence, joue un rôle fondamental dans l'accumulation primitive et dans la pérennité des rapports sociaux capitalistes. Dans ce contexte, les conflits sont au coeur même de la sphère économique. La guerre civile est inscrite

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Fontanel, J. 1994), The economics of disarmament, a survey, Defence Economics, Vol. 5, n°2.

dans les fibres mêmes du capitalisme. Au niveau international, le capitalisme produit l'impérialisme, grâce notamment aux conquêtes Pour Rosa Luxembourg, l'impérialisme militaires. naît surproduction permanente du capitalisme. La nécessité des débouchés extérieurs pour écouler la production qui ne répond à aucune demande solvable, afin de réaliser la plus-value, conduit aux conflits armés, à la guerre ou à la domination. Peu à peu, les Etats impérialistes se trouveront en compétition, du fait de la réduction progressive des zones précapitalistes libres. L'affrontement militaire entre les grandes nations est inéluctable, si elles veulent s'assurer les débouchés nécessaires à leur survie. L'économie est moins un moyen de la guerre qu'une cause de celle-ci. Pour Lénine, l'impérialisme n'est pas une nécessité permanente du capitalisme, c'est le dernier stade historique du développement du mode de production capitaliste. La baisse tendancielle du taux de profit conduit à l'émergence d'un excès de capital qui ne peut s'investir dans les pays capitalistes du fait d'une rentabilité insuffisante. L'exportation de capital apparaît alors comme un remède provisoire qui permet de lutter conjoncturellement contre la baisse tendancielle du taux de profit. Une suraccumulation du capital se développe et les nations capitalistes luttent pour la conquête de sphères d'expansion des capitaux. Cet antagonisme conduit à la guerre mondiale. Si l'économique n'est pas à proprement parler une arme, c'est au moins une cause fondamentale de la guerre entre les grandes puissances. On ne peut pas vraîment parler d'armes économiques, car le capitaliste comme le prolétaire, la nation développée comme la nation colonisée, chacun joue son rôle sans avoir, sauf au niveau de la révolution, de libre arbitre. Dans ces conditions, l'économie n'est pas une arme, mais plutôt une cause de guerre.

L'hypothèse de l'existence d'une arme économique est étroitement liée à la reconnaissance des conflits entre les intérêts des hommes <sup>4</sup>. La fameuse main invisible supprime l'idée même de l'arme économique. D'autre part, l'Etat joue un rôle essentiel, en ce sens que maître de la violence, il est, en théorie au moins, le seul à utiliser les mécanismes économiques à des fins non exclusivement économiques. Ce qui revient à dire, enfin, que les théories de l'arme économique ne se limitent pas à une réflexion purement économique, mais elles élargissent leur champ d'investigation à l'ensemble de la réalité sociale. C'est pouquoi un processus de désarmement fondé sur une motication politique n'est pas assuré d'une pérennité, si les conditions économiques produisent des

situations conflictuelles 5.

Baldwin, D.A. (1985) Economic statescraft, Princeton University Press, Princeton, 1985.
Fontanel, J., (1995), Economics of disarmament, in Handbook of Defense Economics, Hartley and Sandler

editors, North Holland, Amsterdam.

# 2. - Les stratégies de la guerre économique :

La logique de l'échange concurrentiel n'est pas toujours retenu. Certains auteurs expliquent les relations internationales comme des relations de compétition. Ainsi la théorie de la croissance par les exportations considère que toute croissance d'un pays se traduit par la recherche d'une compétitivité accrue, susceptible de limiter la croissance des activités économiques des autres pays. Les exportations d'un pays constituent des importations pour les autres pays, ce qui, pour des pays à structures de production substituables, sont autant de fuites du multiplicateur. La compétition entre les Nations est alors une lutte pour le niveau de vie, l'emploi ou la croissance, étant entendu, à court terme, que le jeu est à somme nulle (ou alors faiblement positive) et que ce que l'un gagne, l'autre le perd inexorablement. Les politiques de type « beggarthy-neigbour » sont à ce titre très significatives. Historiquement, quatre types d'armes ont été utilisées : la tactique de la guerre brulée, l'arme de la pénurie créée artificiellement, l'exclusivité des ressources et l'arme financière. Mais les stratégies sont plus intéressantes à mettre en évidence.

Si l'arme économique est de plus en plus utilisée, elle est relativement mal étudiée. Souvent les objectifs sont trop élevés par rapport aux moyens. L'arme économique a été utilisée aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Les deux superpuissances se sont affrontées directement sur

le terrain politique et stratégique.

- L'URSS l'a appliquée à l'encontre de ceux de ses amis qui ne suivaient pas le dogme imposé par Moscou, comme la Yougoslavie à la fin de la dernière guerre mondiale, l'Albanie en 1958 et la Chine de Mao. Pour les trois pays considérés, l'embargo soviétique a limité le développement industriel des trois pays et paradoxalement renforcé les régimes en place. Au fond, seule l'arme militaire a été efficace pour réduire les vélléités de déviationnisme idéologique ou politique, ainsi qu'en témoignent les écrasements des insurrections hongroises ou tchécoslovaques.

- Les Etats-Unis ont surtout utilisé l'arme économique à l'encontre de leurs ennemis potentiels, comme le Cuba de Castro, l'embargo céréalier ou la rétention des échanges technologiques à l'encontre de l'URSS et les actions plus constantes et profondes à l'égard de certains pays en voie de

développement, notamment, le Nicaragua.

- Enfin, la communauté internationale, par le canal de l'Organisation des Nations Unies, a entrepris des mesures de rétorsion à l'encontre de l'apartheid de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, des attitudes guerrières de Saddam Hussein ou de la Serbie.

Il existe plusieurs stratégies : le contrôle des échanges commerciaux à des fins de nuire, l'appauvrissement par l'effort de préparation à la

guerre, la rupture, l'enserrement, la violence politique, la punition internationale, la stratégie de la domination et de la puissance économique.

#### a) Le contrôle des échanges commerciaux

Le contrôle des échanges commerciaux a plusieurs objectifs. Il s'agit par exemple de ne pas livrer à l'ennemi des armes qui pourraient se tourner contre l'exportateur. Toute la question est de définir l'avantage comparatif du commerce de deux pays potentiellement ennemis. L'idée est qu'il ne faudrait vendre que les produits qui n'amélioreraient pas autant la croissance économique du pays receveur que celle du pays donneur. Autrement dit, l'échange inégal est revendiqué, souhaité, espéré. Il est en effet difficile de faire des comptes précis de l'avantage procuré par une exportation particulière, d'autant que dans le domaine technologique notamment, les effets se font sentir à plus ou moins long terme. Le « Coordinating Committee » (COCOM) avait pour fonction d'éviter aux économies de marché de fournir dans la vente des produits à utilisation civile des moyens de production de matériels militaires dans les économies planifiées. Toute fourniture de technologie sensible doit être étudiée et refusée si le secteur militaire soviétique était susceptible d'en bénéficier. Les divergences concernant l'utilité de ces mesures étaient fréquentes. Contrairement aux européens qui souhaitaient un contrôle des seules technologies militaires, pour les Etats-Unis toutes les technologies de pointe étaient concernées, car elles étaient susceptibles d'améliorer le potentiel de développement économique de l'URSS et donc les possibilités de ce puissant pays concurrent de fabriquer des armes, destinées à combattre le capitalisme. Sans aller jusqu'à la rupture, certaines décisions cherchent à limiter la puissance d'un Etat par le contrôle de ses échanges commerciaux.

Fin décembre 1981, après avoir averti Brejnev que dans l'hypothèse où la répression soviétique à l'encontre de la Pologne continuerait il prendrait des mesures concrètes économiques et politiques pour mettre fin à cette situation; Ronald Reagan décide de suspendre toutes les licences d'exportations exigées pour tous les produits et technologies du gazoduc euro-sibérien d'Urengoï. Six mois plus tard, devant l'échec relatif de cette sanction, il décide de l'étendre aux filiales étrangères d'entreprises américaines et aux sociétés étrangères fabriquent leurs équipements sous licence américaine. Immédiatement, il en résulte un différent entre les Alliés, notamment avec l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni, l'Italie et la France. Ces nations ne comprennent pas le but de cet embargo qui ne vise la Pologne que par pays interposé. Cette politique de "linkage" en vue de retarder le gazoduc leur paraît d'autant moins justifié qu'elle s'accompagne de l'arrêt de l'embargo sur les céréales. Au fond, cette

décision apparaissait électoraliste, faiblement soucieuse de l'intérêt collectif des Alliés et volontairement peu coûteuse pour les Etats-Unis. Mais surtout, l'effort des américains pour donner une base juridique et une portée extraterritoriale aux sanctions qui touchaient d'abord les intérêts européens eut un effet excécrable pour l'image des Etats-Unis en Europe. Ces sanctions visaient aussi bien les entreprises américaines (Caterpillar) que les sous-traitants européens et elles créaient des problèmes juridiques particulièrement ardus, dont le jugement éventuel aurait pu remettre en cause certains principes fondamentaux des droits nationaux, avec les mesures de rétorsion prévisibles dans un cas de ce genre. Les autorités européennes et des mesures de ripostes législatives (ordre de réquisition de service en France) obligèrent les filiales européennes d'entreprises américaines à honorer leurs contrats, malgré les injonctions des autorités américaines. Elles s'interrogèrent sur le caractère exhorbitant que le Président des Etats-Unis entendait appliquer et elles constatèrent que certains contrats d'acquisition des brevets ou d'une licence américaine impliquaient le respect de la réglementation américaine présente et à venir (Alsthom Atlantique). C'était le point de départ d'un fameux embroglio juridique. Pour les européens, un accord privé entre des sociétés européennes et américaines n'ont de valeur que dans le cadre du droit privé des contrats et il ne saurait créer les bases juridiques d'une intervention extraterritoriale des Etats-Unis. A l'égard de la Pologne, le Président Reagan annonce toute une série de sanctions économiques plus ou moins graves comme la suspension des crédits garantis, le droit d'escale pour l'aviation civile polonaise, la suspension des droits de pêche dans les eaux territoriales américaines, la suspension de l'aide du gouvernement en produits agricoles, le refus de toute dérogation pour les exportations sensibles et le blocage de la demande d'adhésion au Fonds Monétaire International. Les pays européens condamnent aussi la loi martiale et Bruxelles annonce en 1982 le refus de l'octroi de nouveaux crédits commerciaux à la Pologne et la suspension des négociations sur le rééchelonnement de la dette polonaise. Ils demandent la levée de la loi martiale, la libération des personnes internées, la reprise du dialogue avec Solidarité (qui avait été dissous) et l'Eglise. Les Etats-Unis iront encore plus loin en retirant à la Pologne le bénéfice de la "clause de la nation la plus favorisée" des membres du GATT. Par contre, ils n'ont pas été jusqu'à boycotter le charbon polonais (mesure trop sévère qui remettait en cause le potentiel des polonais à rembourser leur dette) et la déclaration juridique et formelle de défaut de paiement de la Pologne, ce qui lui interdisait tout crédit et l'obligeait à réaliser ses transactions internationales au comptant.

L'impact des sanctions fut assez important puisqu'on l'estime à une quinzaine de milliards de dollars. C'est la suspension des crédits qui fut la

mesure la plus douloureuse, compte tenu de la réduction drastique des importations qu'elle a entraînée, notamment dans l'agriculture et l'élevage. Au fond, c'est les mesures de l'Alliance Atlantique qui eurent le plus d'impaci, l'action spécifiquement américaine étant plutôt symbolique, compte tenu des effets de compensations obtenus par le gouvernement polonais pour la pêche. Cependant, compte tenu de la situation financière catastrophique de la Pologne (25 millions de dollars), il est probable qu'aucune nouvelle ligne de crédit n'aurait été acceptée. Les banquiers ont, par contre, souhaité que les négociations continuent arguant que le créancier est tout aussi demandeur que le débiteur. D'ailleurs en 1983, les polonais vont même obtenir non seulement le rééchelonnement de leur dette, mais aussi du remboursement des emprunts, faveur qu'elle fut la première avec le Mexique à obtenir en dépit de la règle traditionnelle. Ceci était d'autant plus facile à obtenir pour la Pologne, qu'en mesure de rétorsion à l'encontre de ces mesures, elle avait décidé de suspendre tous ses remboursements (intérêt et principal). Au fond, c'était un cadeau inespéré pour la Pologne, puisqu'on lui offrait un moratoire de toutes ses dettes arrivant à échéance. Cette situation a duré 3 ans et elle a probablement rapporté 12 milliards de dollars, puisque l'accord de Paris en 1985 prévoyait un rééchelonnement sur onze ans avec six ans de grâce. Il n'empêche que cette attitude a probablement été un élément essentiel de politique intérieure. Seul Solidarnosc était capable de négocier avec les pays occidentaux la mise en place d'un véritable nouveau Plan Marshall. Ce syndicat avait par sa seule voix réussi à faire arrêter les sanctions et il devenait évident que la crise polonaise ne pouvait être vaincue sans l'aide efficace des pays occidentaux et l'arrivée au pouvoir de Solidarnosc. Les soviétiques n'ont pas souhaité intervenir militairement du fait de son coût, de son impopularité en Pologne, de l'importance du coût indirect (aide nécessaire de l'URSS au moment où celle-ci était en crise), de la détérioration de son image internationale au moment de ses efforts en faveur du désarmement et de son affaiblissement militaire

Il y a eu des débats importants sur la question de savoir quels étaient les produits qui devaient ou non être interdits à la vente dans les pays supposés ennemis. A ceux qui estimaient que seules les armes devaient faire l'objet de ce contrôle, d'autres répondaient en affirmant que les importations d'armes sont paupérisantes pour un pays, alors que l'achat de céréales permettait, grâce aux avantages comparatifs, au pays concerné de se spécialiser dans les activités industrielles et technologiques nouvelles. Le débat n'est toujours pas clos. Il ne faut échanger que les produits qui appauvrissent l'économie des pays socialistes, donc favoriser les importations « paupérisantes ». Les sanctions contre l'Irak à la suite de l'invasion du Koweit ont été très fortes, avec une interruption quasi universelle du commerce (à la fois boycott et embargo), renforcé par un

blocus. C'est même un cas idéal, compte tenu de la vulnérabilité de ce pays et l'importance des sanctions engagées.

On aurait pu citer aussi l'affaire des otages américain en Iran qui a conduit à l'arrêt des importations de pétrole iranien (qu'on souhaite étendre aux Alliés), le blocage des avoirs iraniens dans les banques américaines aux Etats-Unis et hors des Etats-Unis.

L'utilisation de l'arme économique n'est pas un jeu à somme nulle, puisque c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui est placée en position sous-optimale. Cependant, l'importance de l'application des sanctions réside dans la comparaison des pertes, ce qui ressemble évidemment à la guerre elle-même, l'étalage de sang en moins.

# b) L'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre

Cette stratégie est ancienne. Les mercantilistes recommandaient aux pays riches d'accroître leurs dépenses militaires et les menaces qu'ils exerçaient sur leurs voisins plus pauvres, de façon à ce que ceux-ci, lancés dans une course aux armements épuisante, soient rapidement une proie facile sans même l'intervention des forces militaires. Cette conception de la puissance est très moderne. Dans ce contexte, l'économie dans son ensemble est un instrument du pouvoir du Prince.

Les économies en voie de développement n'ont pas les moyens de développer leur défense, car les dépenses militaires sont un fardeau excessif pour les pays pauvres. La capacité de produire des armes performantes dépend de la capacité économique et technologique des pays. Une course aux armements réduit les potentialités de développement des Etats, mais les plus pauvres s'appauvrissent encore plus rapidement, ce qui accroît la puissance des pays les plus riches. Dans les modèles de course aux armements, les économistes intègrent toujours « l'effet fatigabilité » qui indique le fardeau que représentent les efforts militaires sur la croissance économique. Dans ces conditions, la suprématie d'un Etat est recherchée par des moyens détournés, non pas pour acquérir à court terme la suprématie militaire, mais pour affaiblir l'ennemi au point de le déstabiliser socialement. En effet, les Etats devront recourir à un rationnement immédiat de la consommation (accroissement de la pression fiscale, inflation, réduction des dépenses sociales), subir des effets d'éviction des investissements civils par les dépenses militaires et accepter le chômage provoqué par le caractère faiblement productif des activités militaires. L'économie est une arme meurtrière qui ne peut être cependant maintenue sans utilisation effective des armes. Le pays pauvre comprend rapidement que sa survie est en jeu et qu'il est nécessaire pour lui de ne pas continuer cette course. Dans ces conditions, deux solutions sont

possibles ; la négociation (qui n'est jamais à l'avantage de celui qui la réclame parce qu'il en a le plus besoin) ou la confrontation militaire. C'est pourquoi cette politique est dangereuse et elle ne peut être réellement menée que dans une perspective à long terme des rapports de forces futurs. Il faut affaiblir sans désespérer. Les Etats-Unis ont souffert de l'application de cette politique, qu'elle a menée en leader. Actuellement, la réduction des dépenses militaires aux Etats-Unis intéresse le gouvernement comme un moyen de restauration de la compétitivité de l'économie nationale, non pas par l'utilisation des dividendes de la paix issus de la conversion, mais par ceux qui découlent de la réduction des effets d'éviction entre les deux formes d'investissements militaires et civils entre eux.

L'Union soviétique a souffert considérablement de cette stratégie engagée par les Etats-Ûnis. Pourtant, Staline a été le premier à considérer que la course aux armements sonnerait le glas du capitalisme, et notamment de l'économie américaine. Il s'appuyait sur le raisonnement suivant: la réduction de la consommation imposée par le complexe militaro-industriel américain ne manquerait pas de mettre à mal les structures productives américaines et de susciter un fort mécontentement des consommateurs; or, ceux-ci sont aussi des électeurs, qui de ce fait sanctionneraient les gouvernements et accorderaient, à terme, leurs sympathies aux forces progressistes. Or, pendant plusieurs années, la CIA a mal rendu compte de l'effort militaire réel de l'URSS, au point d'estimer s'être trompée du simple au double en 1986, soit de 7% à 14% du PNB. Or, depuis la fin de l'Union soviétique, on sait que le secteur militaire a représenté entre 20 et 30% du PNB. Aucun pays au monde, en situation de paix relative dans le cadre de la coexistence pacifique, n'aurait pu accepter un tel fardeau pendant un demi-sècle sans subir, à terme, des effets profondément négatifs d'un tel choix. En comparaison, les Etats-Unis, même pendant la période noire de la guerre du Vietnam, n'ont jamais dépassé 10% de dépenses affectées à la défense. Certes, d'autres raisons peuvent être invoquées pour développer les raisons de l'échec de l'URSS, comme le choix jamais remis en cause d'une politique d'industrie lourde, les effets d'inertie de la bureaucratie communiste ou l'excessive concentration économique du pouvoir, mais il ne doit pas faire de doute que la militarisation de l'économie constitue une cause quasi décisive du processus d'effondrement du socialisme soviétique. C'est d'ailleurs au moment où le Président Reagan s'est engagé dès sa première élection dans une politique de « reconquête de la puissance militaire américaine », avec notamment l'Initiative de Défense Stratégique 6 (appelée encore la

Fontanel, J. (1988), L'impact économique du programme IDS, in Course aux armement et désarmement, l'Initiative de Défense Stratégique (Guilhaudis J.F., Fontanel, J. Eds.), ARES, Grenoble.

« guerre des étoiles ») que le système, qui semblait encore fort et puissant, a montré des signes de faiblesses incroyables et s'est effondré. Dans l'histoire, d'ailleurs, les Etats-Unis n'en sont pas sortis indemnes, avec les déficits jumeaux, la perte du leadership de nombreuses technologies ou marchés civils et l'apparition, peut-être temporaire, d'une multipolarité, avec l'émergence de nouvelles puissances économiques comme le Japon et l'Allemagne. Au point que l'idée de la décadence de la puissance américaine a souvent été développée. Cependant, avec la fin de la course aux armements, les Etats-Unis ont bien réagi, au point de rester indiscutablement le leader économique, monétaire, militaire et même moral du monde.

#### c) La stratégie de la rupture

Les armes économiques sont utilisées dans le but d'affaiblir l'ennemi potentiel. La stratégie directe (ou militaire) a été rendue difficile du fait de l'équilibre nucléaire et de la doctrine MAD. Les Etats ont été amenés à avoir une stratégie de "manoeuvre indirecte", qui se définit comme l'exploitation de la marge étroite de liberté échappant à la dissuasion nucléaire par d'autres moyens. L'économie est alors utilisée comme un moyen de pression pour appuyer une revendication ou donner du poids à un geste diplomatique. Il s'agit donc bien d'une arme, en ce sens que son utilisation ne procède pas d'objectifs économiques. Dans cette perception, la défense nationale dépasse largement le simple fait militaire. La stratégie de la rupture est la plus manichéenne. L'objectif est de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers cherche à déstabiliser le pays qui subit unilatéralement cette décision. L'embargo est un instrument de représailles ou de dissuasion susceptible de modifier le comportement de l'ennemi potentiel. Le gouvernement américain de Carter a réellement espéré que l'embargo sur les céréales créeraient des problèmes sociaux relativement importants en Union Soviétique. Plusieurs armes peuvent être utilisées, notamment l'arme alimentaire, l'arme énergétique, l'arme technologique ou l'arme monétaire et financière. Cependant, cette stratégie n'est pas facile à manier et les effets boomerangs sont parfois plus cruels pour celui qui utilise l'arme que pour celui qui devrait normalement en subir les effets.

Le 19 Octobre 1960, les USA imposèrent un embargo sur toutes les exportations américaines destinées à Cuba, à l'exception de la pharmacie. Puis ils décidèrent de réduire à zéro le quota sucrier réservé à Cuba (2/3 de sa production). Cuba perdait ainsi son principal client et fournisseur. Les USA combattait ouvertement le jeune régime castriste. Au départ, Castro n'était pas marxiste et son régime n'était pas perçu comme une

menace. La réforme agraire de 1959 prévoyait la nationalisation des propriétés agricoles de plus de 1300 hectares, mais cette loi portait atteinte à la société United Fruit et aux compagnies sucrières américaines. La première réaction américaine fut modérée, se limitant à l'exigence d'une compensation rapide, effective et adéquate. Cependant, rapidement, les Etats-Unis en vinrent à parler de spoliation. La nomination de Che Guevara comme président de la Banque nationale cubaine n'arrangea pas vraiment le climat. Cependant, ce fut la visite des soviétiques à Cuba en 1960 qui bouleversa profondément les relations américano-cubaines, fondées notamment sur le doublement du prix du sucre à l'achat, assorti d'une aide technique et financière en faveur des projets industriels. Les soviétiques proposent d'acheter du sucre aux cubains, certes à un prix inférieur au prix garanti américain, mais en échange de produits, notamment de pétrole. Cette visite pousse les américains à réagir en tentant de former militairement des exilés cubains et de les préparer à renverser Castro, même si, dans un premier temps, ils utilisèrent l'arme économique. Les premières livraisons de pétrole soviétique servirent de prétexte. Cuba demanda que les trois compagnies étrangères qui ont le monopole du ravitaillement en pétrole, son raffinage et sa distribution s'approvisionnent à un moindre coût en pétrole soviétique et ceci pour la moitié des besoins énergétiques de l'ile. Ce que celles-ci ne souhaitèrent pas, compte tenu du prix du pétrole vénézuélien et du contrat qu'elles avaient signé avec le gouvernement cubain. Cuba refusa alors de rembourser sa dette aux trois compagnies et le conflit d'économique devint politique, celui d'un petit Etat aux prises avec des géants capitalistes impérialistes. Cuba saisit les raffineries. Le gouvernement des États-Unis considéra que l'URSS n'avait pas les moyens suffisant pour fournir le pétrole nécessaire, faute d'une flotte suffisante de tankers. C'était sans compter avec l'indépendance politique des constructeurs et des armateurs qui n'hésitèrent pas à louer ou vendre leurs services. La décision américaine s'élargit alors au commerce du sucre et aux exportations. Au fond, elle n'a pas pris en compte le renforcement des liens soviétocubains, la ferveur révolutionnaire et la légitimité du lider maximo. Dans ces conditions, les cubains adoptent une loi de nationalisation qui leur permet d'exproprier qui et quand bon leur semble. Les nationalisations touchent uniquement les intérêts américains et elles ne seront financées qu'à partir d'un fonds approvisionné par d'hypothétiques ventes de sucre cubain aux Etats-Unis. Les biens spoliés représentaient à l'époque près de 2 milliards de dollars. Ces mesures sont jugées discriminatoires par les USA. Il s'ensuit toute une série de mesures de rétorsions, d'autant que Cuba se militarise, jusqu'à représenter une armée supérieure à celle de l'ensemble de l'Amérique Latine. Castro se réfugie dans l'aide soviétique et il déclare son régime socialiste en 1961. Les Etats-Unis essayerons de

faire voter en vain des sanctions collectives contre Cuba. L'Organisation des Etats Américains refusa, dans un premier temps, l'embargo économique à l'encontre de Cuba, mais elle obtempéra après l'affaire des missiles en octobre 1962 (principe de la quarantaine) et l'affaire des guerillas en juillet 1964 (rupture des relations diplomatiques et commerciales). A la fin des années 60, ces sanctions disparurent peu à peu. En 1967 pourtant, le gouvernement américain obtenait le respect volontaire de l'embargo aux filiales étrangères des compagnies américaines. Malgré les pressions américaines, les pays de l'OCDE continuèrent à commercer avec Cuba (9 % du commerce extérieur cubain en 1962 et 31 % en 1974), avec des crédits non négligeables. En 1975, les Etats-Unis reconnaissaient leur échec et décidèrent de relâcher les contrôles. Pourtant, avec la fin du communisme, Cuba reste l'objectif privilégié des Etats-Unis. Le programme « Libertad » vise à destituer Fidel Castro et le socialisme sur l'île. Il y a à cet effet un renforcement du contrôle des échanges, mais les européens sont de moins en moins solidaires dans une opération qui s'apparente à de l'acharnement.

Le commerce cubain fut, par la force des choses, réorienté et les prix du sucre payé par l'URSS resta largement supérieur aux cours mondiaux. Sous l'animation de Che Guevara, Cuba se lança dans un essai de développement de la production industrielle ; cette tentative se solda par une réduction de moitié de la production sucrière et par un échec de l'industrialisation. Castro donna alors. dès 1964, priorité développement agricole, en accélérant la modernisation des fermes et en fixant des impératifs de production excessifs qui produisirent des effets écologiques néfastes (Dumont). De quatrième économie de l'Amérique Latine en 1959, Cuba devint la douzième en 1972. Ce conflit économique eut quatre conséquences graves, à savoir l'insuffisance des installations portuaires par rapport aux normes modernes, l'abandon de matériels faute de pièces détachées, le manque crucial de devises étrangères et la perte d'une main d'oeuvre qualifiée. Les cubains ont eu à payer l'impôt du sang (guerillas). C'est l'échec politique et économique pour les américains. Les principaux défauts sont les suivants :

- la surestimation de la vulnérabilité de Cuba,

- la croyance que les sanctions économiques sévères et durables auraient un effet sur le comportement politique des dirigeants des pays sanctionnés,

- la sous-estimation de la force de résistance du pays-cible,

- la surévaluation de la valeur stratégique des biens qu'il produit dont il interdit l'exportation,

- la sous-estimation des capacités d'intervention des pays tiers et de leur apport en matériels de substitution,

- la surestimation de l'efficacité des moyens de la diplomatie multilatérale et la croyance qu'il est facile de convaincre ou d'exercer des pressions plus ou moins amicales sur les alliés réticents,

- l'opinion erronée selon laquelle un embargo économique est plus

efficace s'il est accompagné de mesures militaires limitées,

- l'incapacité d'anticiper les effets politiques pervers que provoque un embargo (sursaut patriotique, repression interne, mentalité de siège...). Encore une fois, l'arme économique a fait payer un lourd tribut aux deux combattants.

Cependant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise. Au total des expériences modernes, il n'est pas évident que les premières victimes soient celles qui étaient visées. Une rupture prolongée des flux commerciaux peut conduire à une perte définitive de débouchés (nouvelles productions locales, produit de substitution, nouveaux producteurs). Le secteur concerné peut alors subir une altération de sa croissance et l'économie du pays agresseur peut s'en trouver fortement lésée. En outre, d'un point de vue social, le gouvernement qui décide l'embargo peut se trouver contesté par des groupes sociaux qui subissent de plein fouet les exigences étatiques. Dans un pays démocratique, cette décision peut avoir des effets importants sur les élections et donc sur le pouvoir lui-même. En outre, l'utilisation de l'arme économique peut provoquer des effets pervers, comme la recherche par l'ennemi potentiel de nouvelles alliances ou l'essor de son influence dans ces régions stratégiquement intéressantes qui pourraient devenir des monnaies d'échange. Enfin, l'adversaire peut se trouver renforcé par la réaction psychologique de la réaction nationale devrant l'agresseur. Autrement dit, au lieu de créer des difficultés dans le pays de l'adversaire, on crée de nouvelles solidarités qui vont à l'encontre même des raisons pour lesquelles la décision d'embargo a été prise. En fait l'embargo fonctionnera d'autant mieux que la victime est déjà déstabilisée et affaiblie. Dans le cas contraire, les effets pervers sont si importants qu'il est très dangereux d'utiliser cette arme.

## d) La stratégie de l'enserrement

Cette stratégie vise à développer des liens d'interdépendance économique, susceptibles de garantir la paix. De manière plus ou moins officielle, l'aide apportée à certains pays du Tiers-Monde s'accompagne de considérants politiques et stratégiques non négligeables. Un pays économiquement puissant peut développer des politiques plus ou moins généreuses à l'égard de ses voisins plus faibles. Ainsi, il crée des liens économiques étroits, qui seront payés à terme par une attitude conciliante dans les organismes internationaux, dans les accords de sécurité mutuels et dans toutes les procédures de négociations commerciales internationales.

La dissuasion de l'agression vient des nouvelles solidarités économiques ainsi créées. Cette stratégie était particulièrement recommandée dans la lutte des systèmes. Samuel Pisar a maintes fois développé l'idée selon laquelle le développement économique de l'URSS serait un ferment solide pour la disparition du socialisme. L'Ostpolotik notamment considèrait que les liens commerciaux jouent un rôle modérateur sur les idéologies. Cette stratégie, défendue en leur temps par Nixon et Kissinger, n'est pas sans effets pervers. Comme arme d'attaque son efficacité est nulle et son impact est impossible à mesurer réellement dans l'abstrait. Tout dépend bien entendu de l'importance des solidarités, de la confiance entre les opérateurs, des effets économiques, sociaux, voire militaires comparés de cette politique sur la puissance respective des deux Etats. Cette stratégie est un peu moins adaptée aujourd'hui. Encore que dans la mise en place de l'ALENA, l'idée de l'enserrement peut conduire le Mexique vers un développement intéressant, qui réduira les mouvements « anti-yankee » qui inquiètent le gouvernement américain, dans sa reconquête d'une économie de marché aux couleurs de l'Amérique.

L'interdépendance économique peut avoir des formes multiples. Ainsi, les Etats-Unis ont accepté que les investisseurs japonais financent une partie de son déficit public. Or, Felix Rohatyn a parlé d'une dépendance économique grave des Etats-Unis, "prisoner of foreign capital"37. Si les investisseurs japonais décidaient de retirer leurs fonds, il en résulterait une hausse très rapide des taux d'intérêt et un effondrement du dollar. Dans ces conditions, les Etats-Unis sont sensibles aux arguments des investisseurs japonais, notamment dans les négociations commerciales. En 1992, la visite de George Bush au Japon en vue de réduire le déséquilibre des échanges financiers et commerciaux entre les deux pays s'est soldée par un cuisant échec pour le Président du pays supposé le plus puissant du monde. De même, la dépendance américaine à l'égard des importations de produits de haute technologie (comme les semiconducteurs) crée les conditions d'une limitation de la puissance américaine, notamment par la menace du refus des importateurs de fournir les Etats-Unis en produits utiles pour sa propre défense nationale. Le Pentagone a pris conscience de ce problème et cherche des solutions nationales ou de substitution qui ne sont pas toujours très aisées, notamment à court terme. Cependant, les intérêts des deux pays sont actuellement suffisamment lies pour que le danger d'une guerre économique directe soit possible. Le retour à une certaine autonomie, le "benign mercantilism" de Robert Gilpin<sup>9</sup>, est d'actualité au nom de la

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Rohatyn, F. (1988), Restoring American Independence". New York Review of Book, 18 February. <sup>8</sup> Gilpin, R. (1987) The Political Economy of International Relations, Princeton University Press, Princeton.

sécurité économique, notamment en ce qui concerne les produits de haute technologie directement utiles pour la fabrication des armes, des satellites ou de l'énergie. Si ces arguments immédiatement compréhensibles ont d'abord été développés, ils n'en sont pas moins élargis dorénavant à la compétition économique internationale. Le "benign mercantilism" s'applique à l'ensemble de l'économie américaine dans sa volonté de maintenir son leadership.

# e) La stratégie de la violence économique

L'arme économique est connue comme un instrument de violence politique. Dans ce contexte, elle serait utile pour prendre le pouvoir économique lorsque celui-ci est hostile et d'affaiblir progressivement les couches sociales dominantes. Pour ce faire, il faut contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats. Dans un pays, on peut déposséder les détenteurs du pouvoir économique de manière légale et officielle, notamment par la nationalisation ou par le contrôle des appareils syndicaux. Les couches dominantes sont affaiblies par la pression fiscale, le laminage de l'épargne et la réglementation bureaucratique. L'économie devient alors un instrument de pouvoir, notamment d'un point de vue stratégique, par l'aide qu'un pays peut apporter aux opposants du gouvernement de l'ennemi potentiel. Dans ces conditions, il s'agit d'une tentative de déstabilisation interne, utilisant les forces économiques et politiques internes au pays agressé. Cette politique n'est pas aussi aisée à mener qu'il n'y paraît de prime abord. Les efforts de la communauté internationale pour affaiblir Saddam Hussein dans son rôle de dirigeant de l'Irak n'ont pas eu d'effets positifs suffisamment forts pour créer des conditions de sa destitution. Pourtant, après l'opération "Desert Storm", ses chances de rester à la tête de l'Irak apparaissaient quasiment nulles. Si de nombreux pays en développement ont subi des gouvernements soutenus et même entretenus par les grandes puissances, il arrive fréquemment que le "nationalisme", "le tiers-mondisme" ou la religion constituent des ramparts puissants contre ce type d'intervention que l'économie pourtant permet.

L'exemple nicaraguayen est significatif de la difficulté à maîtriser cette arme économique. Les sanctions décidées contre Anatasio Somoza (1977-1979) semblent avoir précipité sa chute, alors que les sanctions contre les sandinistes (1980) n'ont pas eu d'effets positifs. Pour des raisons géostratégiques, le Nicaragua intéresse fortement les Etats-Unis puisque, en dehors de Panama, il relie la seule voie commode pour traverser l'isthme centre-américain. Les Marines sont restés dans ce pays de 1912 à 1933 et les Etats-Unis ont ouvert la voie à la dictature de Somoza dont Roosevelt disait "Somoza is a son of bitch, but he is our son

of bitch". Cependant, avec la crise post-vietnamienne et le Watergate, le Congrès américain s'est de plus en plus intéressé aux droits de l'homme et à réduire les crédits aux pays dictatoriaux. L'arrivée de Carter au pouvoir fut le début de la fin pour Somoza. Il lia l'obtention des crédits militaires au respect des Droits de l'homme, tant que des élections libres ne seraient pas organisées. Cependant, en 1978, les Etats-Unis reprirent l'aide économique en faveur de l'éducation et de la situation alimentaire. La situation politique ne fit qu'empirer et la guerre civile éclata. Les Etats-Unis se présentèrent d'ailleurs comme le médiateur, mais ils échouèrent conduisant Carter à rappeler la mission militaire américaine et les volontaires du Peace Corps, à suspendre l'aide économique, et à réduire le personnel de l'ambassade américaine. La chute de Somoza devenait inévitable. En fait, les sanctions étaient faibles, mais c'était le coup de grâce. C'était le signal pour l'opposition nicaraguayenne. L'hallali pouvait commencer, trompant d'ailleurs par sa vitesse toutes les prévisions des experts américains. Les sandinistes étaient marxistes et alliés à Castro. Washington décida cependant d'aider les sandinistes, espérant ainsi réveiller les ardeurs des modérés. L'aide fut relativement conséquente plus de 100 millions de dollars pour les Etats-Unis, près de 200 millions de dollars avec la Banque mondiale et la Banque Interaméricaine de développement, 100 millions de la Lybie, 250 millions des pays d'Amérique Latine, 80 millions des pays de l'Est, sans compter les prix préférentiel du pétrole obtenu du Mexique et du Vénézuela et de la renégociation de la dette de Somoza auprès des banques américaines. Cette aide considérable s'est pourtant accompagnée du maintien de la dictature, du resserrement des liens avec la bloc socialiste et de l'aide ouverte à la guérilla salvadorienne. Avant de quitter la Maison Blanche, Carter décida de suspendre l'aide financière, que Reagan ne rétablit point. Par mesures successives, l'embargo total fut effectif en 1985, avec pression sur les organisations financières internationales pour la suspension des crédits au régime sandiniste tant qu'il n'y aura pas rétablissement du pluralisme, octroi des libertés essentielles et non alignement. Lorsque Reagan quitta le pouvoir aucun de ces objectifs n'avait été atteint. Les raisons essentielles résident dans la substitution des sources financières japonaises, latinoaméricaines, soviétiques, voire européennes aux sources américaines et dans le caractère dictatorial du régime qui n'obéit pas à la logique des systèmes capitalistes. Cependant, l'économie nicaraguayenne s'est effondrée et tous les progrès économiques accumulés en un quart de siècle ont été anéantis. La victoire politique des sandinistes a été payée au prix fort dans le domaine du bien-être alimentaire et du non-respect des besoins de base des populations.

Le Programme « Libertad » imposé par les Etats-Unis au Cuba de Fidel Castro peut aussi s'apparenter à cette stratégie. Il s'agit à terme de

créer les mécontentements populaires suffisants pour aboutir à la destitution du « lider maximo ». Dans ce cas, les relations commerciales et économiques entre les deux pays pourront reprendre.

### f) La stratégie de la punition internationale

Elle s'est principalement exercée à l'encontre des pays dominés par l'apartheid ou ayant commis des actes guerriers jugés insupportables par la communauté internationale. Plus large est le support de l'arme économique et plus fortes sont les sanctions. Elle a été appliquée à l'encontre de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud et son Apartheid, de l'Irak et de la Yougoslavie.

La lutte contre l'apartheid a été très longue en Afrique du Sud. Les partisans d'une politique de sanctions économiques souhaitaient l'embargo général, mais celui-ci n'a pas pu être mis en place sur une période suffisamment longue et de toute manière il a été miné par le problème des fuites dues la richesse minière de ce pays. Or, les sanctions avaient pour but de réduire les bénéfices que le pays retirait du commerce extérieur, de jouer sur l'inélasticité de sa structure de production en mettant en oeuvre un embargo sélectif, de retirer le stock d'investissements étrangers, d'affaiblir sa productivité par une hausse des coûts et de diminuer son taux de croissance. Cependant ses gains à l'échange, du fait de ses extraordinaires capacités minières, étaient souvent favorables pour son partenaire, compte tenu de l'embargo. Il y a donc eu un double jeu dangereux, qui consistait à réclamer des sanctions qui permettaient ainsi de réduire le coût des matières premières en provenance de ce pays. Il n'est possible d'interdire une relation économique internationale que si l'on est capable d'imposer un blocus hermétique des frontières ; or, cette fermeture est difficilement réalisable sans l'appoint des moyens militaires. Il s'agit donc pour le pays sanctionné de contourner l'interdiction et de stimuler les intermédiaires capables de déjouer, à bon prix, l'interdiction. La clandestinité du commerce n'est pas exclue, même avec les pays qui imposent ou acceptent les sanctions. En outre, l'application effective des sanctions dépend du coût supporté par l'assaillant, notamment s'il y a une vive opposition politique nationale.

Pour L'Afrique du Sud, le pays était trop étendu, grand comme la France, la RFA, la Belgique et l'Italie réunis, pour être commodément isolé. Elle était aussi très performante dans la gestion des intermédiaires capables de contourner les sanctions (réétiquetage des marchandises en transit, falsification des certificats de provenance ou de destination, déroutage des marchandises vers des pays tiers, par exemple). De même, les voisins de l'Afrique du Sud avaient besoin de l'économie sud-africaine (Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie,

Zimbabwe), même lorsqu'ils étaient au fond favorables aux sanctions. Il ne fait aucun doute que l'Afrique du Sud était potentiellement très vulnérable à l'application généralisée de sanctions commerciales, d'autant que ses exportations représentaient 35 % de son PIB contre 25 % pour ses importations et son appareil productif ne disposait que d'une adaptabilité limitée. En 1973, les pays arabes et africains producteurs ont mis l'embargo sur leurs exportations et cette règle a été décrétée par l'ONU pour ce qui concerne les exportations d'armes. Dans ce cas, on pouvait s'attendre à une déstructuration de l'économie sud-africaine, mais le gouvernement africain a constitué des stocks, en favorisant des productions de substitution et en réalisant des modifications de production moins consommatrices en pétrole. L'Afrique du Sud a su se mettre à l'abri d'un embargo pétrolier et s'il fallait l'assiéger, il aurait fallu y mettre les moyens. En matière d'armements, l'Afrique du Sud a décidé de construire sa propre industrie d'armement, malgré ses difficultés à produire les armements lourds. Le retrait des investissements étrangers a été très coûteux pour les investisseurs étrangers, voire impossible. Si d'autres non-résidents s'en portaient acquéreurs, il y avait seulement changement d'identité. S'il s'agissait de résidents nationaux, cela ne changeait rien au volume de capital investi, capital alors fortement dévalorisé. A court terme, les effets furent relativement faibles. Par contre, sur les marchés financiers, dans le cas d'investissements de portefeuille, l'effet fut similaire à celui provoqué par toute vente massive d'actions. Pour les prêts consentis par l'étranger et l'investissement direct réalisé par l'étranger l'effet aura été moins direct, du fait des risques de perte. Les sanctions économiques ont surtout surenchéri les coûts, du fait des imperfections du marché, notamment en ce qui concerne les pièces détachées et les facteurs de production. Les sanctions ont probablement limité le taux de croissance d'une Afrique du Sud particulièrement bien dotée. L'Afrique du Sud, exsangue, abandonnée par l'investissement étranger, mais surtout par les hommes d'agffaires autochtones s'est résolue enfin à accpter de vivre une « ère Mandela » de refus de l'exclusion par la race et d'un bien heureux retour à la démocratie.

# g) La stratégie de la domination et de la puissance économique

Elle était revendiquée par les mercantilistes. L'économie est un instrument de domination. Le menace d'action peut suffire. Ainsi, le pays dominant peut annoncer son intention de mener une politique punitive à l'égard d'un autre pays, en l'assortissant de conditions précises. L'acceptation des conditions rend inutile l'application des sanctions. Les économies nationales des grandes puissances exercent une influence

considérables sur les économies nationales des pays moins développés. Dans ces conditions, les pays dominants influencent les pays dominés dans leurs décisions militaro-stratégiques. L'arme économique permet à un pays ou groupe de pays de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis ont parfois utilisé la menace de l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement. Ils ont à la fois les moyens de créer la dépendance et la volonté d'utiliser la faiblesse des pays dominés pour améliorer à la fois les termes de l'échange et leur situation stratégique globale. Cette arme est limitée par la compétition internationale dans un univers de surcapacité de production, par le caractère exclusif et incontournable de la fourniture du produit vital pa le pays dominant, par l'existence d'un système économique antagoniste capable de soutenir, au moins provisoirement, le pays dominé. Cependant, l'Etat dominant s'assure généralement la sécurité et des prix relativement bas de ses approvisionnements en matières premières, le maintien des déficits en produits stratégiques dont ils sont détenteurs pour garantir la stabilité de leurs marchés d'exportation, le renforcement des liens de dépendance et surtout le maintien des pouvoirs politiques et sociaux. il existe en outre une certaine cohérence et solidarité entre les firmes multinationales et les pays dominants.

Après l'invasion irakienne du Koweit le 2 août 1990, les Etats-Unis, puis le Royaume-Uni ont immédiatement bloqué les avoirs koweitiens et irakiens. Cependant, une telle action n'avait de chances de succès que si les Nations Unies acceptaient de participer à ces sanctions et à protéger le territoire de l'Arabie Saoudite. Une résolution des Nations Unies a été décidée en vue de prendre des mesures économiques restrictives à l'encontre du pays envahisseur dès le 6 août, avec effet immédiat. Peu à peu les sanctions se sont généralisées quant à leur contenu (notamment le refus des transports aériens avec l'Irak) et au nombre de participants. Les sanctions contre l'Irak étaient presque universelles et elles consistaient à la fois en un arrêt complet du commerce (boycott et embargo) et un blocus. Elles étaient ambitieuses, puisqu'elles avaient pour objectif le retrait des troupes irakienne du Koweit. Cette campagne, la plus rapide jamais menée dans l'histoire de la guerre économique, était considérée comme un cas idéal de réussite des armes économiques, compte tenu de la vulnérabilité politico-économique de l'Irak et de l'importance des sanctions prises. L'Irak était dépendante de 90 % de sa production de pétrole, de 60 % pour sa nourriture et 60 % des produits industriels. Le coût de ce boycott pour cette seule activité pétrolière dépasse dorénavant 20 milliards de dollars. Les importations et les exportations ont diminué respectivement de 90 et 98%. Quelques considérations humanitaires à l'égard des populations irakiennes, notamment avec l'aide de la Croix Rouge, avaient

été acceptées. Cependant, cette aide a souvent été détournée de son objet par Saddam Hussein lui-même. La question reste toujours à l'ordre du jour. En revanche, ce sont surtout les pays "sur le ligne de front" qui ont eu à supporter les coûts principaux de ces sanctions, notamment la Turquie, l'Egypte et la Jordanie. L'Irak est fortement endetté (70 milliards de dollars, soit 8 fois le coût de son conflit de 8 ans avec l'Iran) et son avenir économique semble bien compromis pour plusieurs décennies. Les mesures de rétorsion de Saddam Hussein étaient évidemment très limitées dans ce contexte, mais le prix du pétrole a connu une hausse rapide, atteignant 40 dollars le baril en septembre 1990, conduisant à une légère récession de l'économie mondiale et de nouvelles tensions inflationnistes (de l'ordre de 2 % supplémentaire par an). A la fin de l'intervention militaire, le pétrole avait retrouvé un prix comparable à celui du mois de juillet 1990, avant l'invasion irakienne. Cependant, les sanctions économiques n'ont pas évité la campagne militaire, probablement pour des raisons de temps. La décision a été prise par les Nations Unies, contre l'agresseur irakien. Les spécialistes pensaient que les sanctions pourraient contribuer au respect des résolutions des Nations Unies en un an ou deux. Pendant cette période, la réduction du produit national irakien avait été estimée à 48 % en deux ans. Quels sont les facteurs qui ont conduit les Etats à intervenir militairement, alors même que les sanctions économiques semblaient devoir produire des effets aussi rapides ? Principalement l'idée selon laquelle l'Irak maintiendrait ses troupes au Koweit au prix d'une paupérisation rapide de l'économie nationale. Mais aussi, le prix du pétrole avait augmenté sensiblement et des tensions inflationnistes (de l'ordre de 2% supplémentaire) et une lègère récession économique rendaient la situation insupportable. Il faut ajouter que le régime de Saddam Hussein est une dictature, fondée sur l'oppression et la violence internes et la volonté de sacrifier l'ensemble de la population pour une cause estimée juste par le chef. L'Irak a reçu le soutien de quelques pays arabes (la Jordanie, le Yemen, la Lybie, le Soudan, l'Algérie et la Mauritanie, au nom de l'anti-impérialisme américain et de la solidarité islamique), mais la complémentarité des économies n'était pas suffisante pour trouver des acheteurs de pétrole irakien ou choisir des vendeurs de produits hautement sophistiqués, notamment militaires. L'appel au "jihad" n'a pas vraîment été entendu et les pays musulmans se sont divisés sur cette question.

Dans d'autres cas, pour que l'arme soit efficace, il faut détenir un monopole vital ou au moins important pour le développement économique contemporain, qui toucherait notamment la sécurité alimentaire de la population, les flux de capitaux nécessaires à la croissance économique, les matières premières stratégiques. Dans ces conditions, les intérêts vitaux de l'adversaire peuvent être menacés. Cependant, ceteris paribus, une

décision en ce sens, mettant en cause dans le long terme la sécurité d'un Etat puissant, serait susceptible d'accélérer la guerre militaire, de la rendre plus probable. Il s'agit donc dissuader l'adversaire sans que celuici ne réplique par la violence militaire. Les pays de l'OPEP, dans leur volonté d'utiliser l'arme pétrolière dans les années 1970, ont mis en évidence l'importance de ces armes, lorsque l'on exerce un contrôle décisif sur une fraction des réserves mondiales. Cependant, l'arme énergétique entre les mains des pays de l'OPEP était limitée par la force militaire des grandes puissances qui, se sentant menacées dans leurs intérêts vitaux, auraient pu être amenés à résoudre par la force un problème qui ne trouve pas de solution par la négociation internationale.

L'action économique réduit principalement le prestige du pays victime et le soutien populaire au gouvernement national exerce surtout des effets symboliques. Cependant, la tendance à dénigrer l'utilité de l'arme économique diminue, notamment parce que les actions entreprises ont concrètement eu des effets. Les sanctions américaines contre le Nicaragua ou la Pologne ou celles des Nations Unies à l'encontre de l'Irak et de l'Afrique du Sud ont eu des incidences politiques positives indéniables, notamment lorsque l'unité mondiale est réalisée à l'encontre du pays ainsi condamné.

#### h) La panoplie des sanctions et leur efficacité

Parfois, l'économie n'est plus la recherche du bien-être, c'est un moyen parmi d'autres d'assurer sa domination. L'affrontement étant global et total, toutes les dimensions de la vie sociale sont concernées. Le nombre de pays capables d'assembler ou de produire des armes de destruction massive s'est considérablement accru ces deux dernières décennies. Dans ces conditions, même des pays économiquement faibles peuvent devenir dangereux, notamment avec le terrorisme militaire. Le coût d'une guerre ou d'un conflit ne fait pas peur aux potentats nationaux et les peuples dominés ou fanatisés trouvent même dans les conflits d'étranges raisons de vivre. Actuellement, la guerre dépasse les militaires, elle échappe même à un raisonnement en termes exclusifs de frontières. La guerre économique civile met donc en place l'ensemble des agents économiques et concerne chaque individu dans son travail quotidien. L'économie est un élément et un moyen du conflit qui domine le monde contemporain pour le partage des richesses, entre les firmes, entre les Etats, entre les couches sociales.

Il est certain que dans le cadre d'une économie sans Etat, oecuménique, les sanctions économiques sont injustifiables rationnellement. Par contre, il est toujours de politique réaliste de comparer la puissance des Etats et d'utiliser l'ensemble des instruments

qui permettent d'augmenter son influence, même si le jeu engagé est un jeu à somme négative. Pour le politologue ou le stratège les résultats de l'affaiblissement d'un adversaire potentiel sont intéressants pour assurer la sécurité ou la domination nationales. C'est le cas de la guerre, au moins à court terme. C'est aussi le cas de la guerre économique. La théorie de la guerre économique est encore très embryonnaire. La plupart des études sont fondées sur des réflexions macroéconomiques statiques. Les études sur les menaces stratégiques développées par Schelling 9 et Boulding 10 montrent que les sanctions sont coûteuses aussi bien pour l'agresseur que pour l'agressé. Ainsi, l'utilisation de l'arme économique n'est pas toujours possible. Pour Van Bergeijk et van Marrewijk<sup>11</sup>, les sanctions économiques impliquent des coûts cachés importants comme, par exemple

- la réduction probable de l'efficacité économique par l'application de ces nouvelles contraintes,

- la difficulté à définir exactement le degré ou l'importance de la sanction (qui est souvent beaucoup trop importante pour les acteurs par rapport aux avantages retirés),

- les nouvelles incertitudes sur les marchés internationaux facilitant les politiques protectionnistes et

- les productions nationales de produits qui ont un désavantage comparatif évident.

Les sanctions peuvent être efficaces, mais elles ne peuvent garantir le succès. Plus les sanctions sont efficaces et plus élevés sont les coûts pour le pays cible de l'action internationale. Plusieurs facteurs participent à l'efficacité des sanctions : l'importance des relations commerciales et de la dépendance économique, le soutien et la conviction de la communuté internationale en faveur des sanctions, la détermination du pays cible à réaliser ses objectifs et la force de la menace militaire. Quelques conclusions rapides peuvent être dégagées :

- Les sanctions économiques ne peuvent avoir des effets très positifs que dans le cadre d'une "policy mix", incluant la menace stratégique et militaire, la diplomatie et l'intervention armée ou politique.

- Elles peuvent être efficaces pour démontrer la détermination des pays protestataires en situation de paix. Ceci étant le choix des armes n'est pas sans effet sur la qualité de l'action politico-économique ainsi engagée. La question qui se pose est plutôt de savoir si l'action a effectivement abouti à

Schelling, T.C. (1960), The Strategy of Conflict, Harvard University Press, Harvard.
Boulding, K.E. (1962) Conflict and Defense. A General Theory, New York, 1962.

<sup>11</sup> Van Bergeijk, Van Merrowijk, (1992) Some hidden costs of the New Word Order. Will economic sanctions do the trick?". Paper for the workshop Economic Sanctions and the New World Order". Economics of International Security, Peace Palace, Tinbergen Institute, May 21-23, The Hague, 1992.

l'objectif poursuivi. Pour l'apartheid, les résultats semblent avoir été positifs.

- Les résultats sont longs à obtenir, à la mesure de la détermination du pays ainsi sanctionné. Il faut trois ou quatre ans pour que les premiers résultats deviennent très sensibles et surtout insupportables. Or, les hommes politiques ont souvent besoin, pour leur réélection, de résultats rapides. Ceci explique la faible rigueur avec laquelle ces sanctions ont été appliquées dans le passé, au fur et à mesure des contingences électorales.

- Les sanctions pèsent sur tous les acteurs : elles créent des distorsions dans les marchés, elles développent de nouvelles raretés et excédents, elles réduisent a priori et a posteriori les potentialités de la spécialisation internationale. Cependant, le pays cible doit subir des désavantages économiques et sociaux tels que la poursuite de son action conduit rapidement à son affaiblissement relatif. Il n'est pas toujours facile a priori de mesurer l'importance des effets négatifs des sanctions pour les principaux protagonistes. C'est pourquoi l'utilisation de l'arme économique mérite une réflexion approfondie et beaucoup de prudence.

#### Bibliographie

Baldwin, D.A. (1985), Economic statescraft, Princeton University Press.

Barre, R., Fontanel, J., 1991. *Principes de politique économique, Coll. Eco+, PUG, Grenoble.* 

Bonetti, S. (1992), *The persistence and frequency of Economic Sanctions*, Workshop Economie sanctions and the New World Order, Tinbergen Institute, May 21, The Hague.

Boulding, K.E. (1962), Conflict and Defense. A General Theory, New York.

Cars, H-C., Fontanel, J. (Military expenditure comparisons, « *Peace, Defence and Economic Analysis* (Schmidt, C. & Blackhaby, F. Ed.), Mac Millan Press, London.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, *Fondation pour les Etudes de Défense Nationale*. Cahier n° 19, Paris.

Deleuze, G., Guattari, F. (1995), *Capitalisme et schizophrénie. L'anti-OEdipe*. Les Editions de Minuit, Paris

Derzoutos, M., Lester, M., Solow, R. (1990), *Made in América*, Rapport MIT, InterEditions.

Fontanel, J. (1980) Le concept de dépenses militaires, *Revue Défense Nationale* Décembre

Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, Revue Défense Nationale, November

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, *Ares, Défense et Sécurité*, Supplément n° 4 - Novembre 1985

Fontanel, J. (1986), An underdeveloped peace movement. The case of France, Journal of Peace Research, 23(2).

Fontanel, J. Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires. Stratégique

Fontanel, J. (1988), L'impact économique du programme IDS, Arès, Défense et Sécurité. Grenoble.

Fontanel, J. (1992), La Guerre économique, Ares, Défense et sécurité (13,4).

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble; PUG.

Fontanel, J. (1994), The economics of disarmament, a survey, *Peace and Defence Economics*, Vol.5, n°2.

Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement. PubliSud, Paris.

Fontanel, J. (1995), Economics of Disarmament, in *Handbook of Defence Economics*, Hartley & Sandler, Eds., North Holland, Amsterdam.

Friedberg, A.L. (1991), The changing relastinship between economics and national security, *Political Science Quarterly*, Vol. 106 (2).

Gilpin, R. (1987), *The political economy of international relations*, Princeton University Press.

Hattori, A., Fontanel, J., Chatterji, M. (1996), *Arms spending, development and security*, SB Nangia for APH Publishing Corporation.

Kennedy, P. (1987), *The rise and fall of trhe Great Powers*, Random House, New York.

Knorr, K. (1975), *The powers of Nations*, Basic Books, New York.

Lachaux, C. Lamoureux, C. Labbé, M.H. (1987), De l'arme économique, Fondation des Etudes de Défense Nationale, Paris.

Lachaux, C. (1992), Sommes-nous en guerre économique?, Revue de Défense Nationale, juin.

Rohatyn, F. (1988), Restoring American Independence, *New York Review of Book*, 18 february.

Schelling, T.C. (1960), The strategy of Conflict, Harvard,

Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace economics*, 9(4).

Smeets, M. (1992), *Efficacity of Economic sanctions*, Workshop Economie sanctions and the New World Order, Tinbergen Institute, May 21, The Hague.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms, Journal of Peace Research, 22(3).

Ullmann, J.E. (1991), Building a Peacetime economy. *Technology Review*, August/September.

Van Bergeijk, & Van Merrewijk (1992), Some hidden costs of the New World Order. Will economic sanctions do the trick? Workshop Economie sanctions and the New World Order, Tinbergen Institute, May 21, The Hague.